L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

C. F. WEIRICH & Co. RUE DE CHARTRES No 79, Entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 25 DECEMBRE 1860.

C. F. WEIRICH / H. DUPOUY / E. DUVERGER / G. HARDY — Editeurs-Propriétaires

Nouvelle-Orléans, MARDI MATIN, 25 DECEMBRE.

FÊTE DE NOEL.—Les stellions étant fermés aujourd'hui jour de Noël, l'*Abeille* ne paraîtra pas demain mercredi.

NOS APPROCHES.—Les nouvelles dont le jour de publication était fixé au 26, paraissent dans le feuille d'aujourd'hui.

☞ **Voir la seconde page, pour :**

LE FEUILLETON.
LE BULLETIN COMMERCIAL,
LA MARCHE AUX ESCLAVES,
LE MOUVEMENT DU PORT,
LE DUPANT DES DRAMEURS ET BAVEAUX.

Abonnés à la Gazette.

Les personnes de l'ABEILLE sont autorisées à recevoir des abonnements "à la semaine" à 50 cts au lieu de 75 cents pour les dix numéros. On paiera sans personne.

Séant des Etats-Unis.

SEANCE DU 18 DECEMBRE.

Bien que nous n'ayons pas l'espoir de voir adopter par le Congrès aucune des résolutions présentées par les sénateurs des Etats-Unis dans le but de sauver l'Union, nous croyons cependant devoir vous rendre compte de la séance de Sénat du 19 décembre, ou tout au moins parler de deux propositions d'une grande importance. Le candidat à la vice-présidence, le général Lane, et l'autre de M. Crittenden de Kentucky. On sait que le Sénat a adopté une résolution de M. Powell pour le renvoi à un comité de 13 membres des questions soulevées par la partie du message du Président relative à la crise et aux griefs des Etats à soulever. On choisit déjà après s'être enquis de l'état présent du pays, faire un rapport et donner ses conclusions on promettant un bill. Le comité a été désigné par le Président du Sénat et nous connaîtrons bientôt la résultat de son travail.

Sans attendre les suggestions de ce comité, plusieurs sénateurs ont présenté au Sénat des propositions de leur cru, destinées à sauver l'Union, et sur l'observation de M. Douglas le Sénat les a référées au comité en question, comme se rattachant au même sujet. Voici l'une analyse de la proposition de M. Lane

Après avoir rappelé l'hostilité agressive du Sud républicain du Nord depuis 1845, l'élection survenue du compromis de 1850 et le triomphe dans l'élection présidentielle du programme des républicains, le préambule indique la déterminations des Etats du Sud de se séparer et considérant qu'une *dissolution de cette Union amènerait des résultats désastreux pour les deux sections, et, si elle produisait une guerre civile, causerait des horreurs qui dépasseraient peut-être toutes celles que l'histoire a enregistrées*"—Il conclut que les formes prescrites pour amender la Constitution sont inapplicables dans les circonstances actuelles et il propose une série de résolutions dont les deux premières sont ainsi conçues :

Résolu Que les différents Etats soient requis d'en voyer des commissaires en délégué à une Convention pour délibérer sur les différences qui les rendent actuellement hostiles les uns aux autres et proclamer de la part des Etats du Nord, qu'il n'est.

Résolu Que les délégués desdits Etats du Sud soient requis de s'accumuler sans délai, pour délibérer sur les conditions nécessaires pour leur sécurité et leur bien-être, et que lesdites conventions aient aux délégués des Etats du Nord séparément, soit à une Convention de tous les Etats du Nord."

Les autres résolutions ont pour objet de n'opposer au droit de cercion ou à son application.

Comme on le voit, M. Lane n'abonde pas le fond du sujet ; il propose tout simplement de passer par-dessus la clause de la Constitution relative aux amendements et de recourir directement à une convention générale. Ce plan n'est-candidat de parti démocratique n'a eu si l'honneur d'être accusé et celui d'être élu.

Il a été référé immédiatement au comité sur le motion Douglas.

M. Crittenden a proposé comme il s'est annoncé à un jurisconsulte et à un homme d'Etat. Il a soumis au Sénat un projet destiné d'accommodement à la Constitution des Etats-Unis, qu'il obtenait l'assentiment des deux tiers des deux Chambres, devrait être ratifié par les trois quarts des Etats de l'Union, pour être une partie intégrante de la Constitution.

Ce projet résout d'une façon définitive toutes les questions en litige et, selon nous, d'une manière satisfaisante pour le Sud. L'article 1 prohibe l'esclavage dans tous les territoires situés au Nord du 36° 30' de latitude, et le reconnaît dans ceux qui sont situés au Sud de cette ligne. Tout nouveau pays au Sud sera au Nord de la ligne dirva, dès qu'il constituera un chiffre de population donnant droit à un représentant au Congrès, être admis dans l'Union avec ou sans l'esclavage selon ce que en décidera premiers.

Les articles 2 et 3 décident que le Congrès n'aura pas le pouvoir de prohiber l'esclavage dans les endroits placés sous sa juridiction, mais construits dans des Etats à esclaves, notamment dans le district de Colombie. L'article 4 interdit également au Congrès de prohiber le trafic et le transport des esclaves d'un Etat à un autre, et il stipule sur les indemnités dues aux propriétaires des esclaves fugitifs à l'intervention désignés des chemins surcroît est opposée et sur propositions de leur nom, dominés à mettre l'Union, et sur l'observation de M. Douglas le Sénat les a référées au comité en question, comme se rattachant au même sujet. Voici l'une analyse de la proposition de M. Lane

Après avoir rappelé l'hostilité agressive du Sud républicain du Nord depuis 1845, l'élection survenue du compromis de 1850 et le triomphe dans l'élection présidentielle du programme des républicains, le préambule indique la déterminations des Etats du Sud de se séparer et considérant qu'une *dissolution de cette Union amènerait des résultats désastreux pour les deux sections, et, si elle produisait une guerre civile, causerait des horreurs qui dépasseraient peut-être toutes celles que l'histoire a enregistrées*"—Il conclut que les formes prescrites pour amender la Constitution sont inapplicables dans les circonstances actuelles et il propose une série de résolutions dont les deux premières sont ainsi conçues :

Résolu Que les différents Etats soient requis d'en voyer des commissaires en délégué à une Convention pour délibérer sur les différences qui les rendent actuellement hostiles les uns aux autres et proclamer de la part des Etats du Nord, qu'il n'est.

Résolu Que les délégués desdits Etats du Sud soient requis de s'accumuler sans délai, pour délibérer sur les conditions nécessaires pour leur sécurité et leur bien-être, et que lesdites conventions aient aux délégués des Etats du Nord séparément, soit à une Convention de tous les Etats du Nord."

Les autres résolutions ont pour objet de n'opposer au droit de cercion ou à son application.

Comme on le voit, M. Lane n'abonde pas le fond du sujet ; il propose tout simplement de passer par-dessus la clause de la Constitution relative aux amendements et de recourir directement à une convention générale. Ce plan n'est-candidat de parti démocratique n'a eu si l'honneur d'être accusé et celui d'être élu.